

81^e baromètre de conjoncture Fiducial des TPE - 3^{ème} trimestre 2025 **Les TPE face au climat politique actuel et ses répercussions**

80% des patrons de TPE inquiets et en colère face à l'instabilité politique actuelle

Gel des embauches, suspension de leur salaire : ils sont contraints d'anticiper les répercussions de cette instabilité

Paris, le 24 octobre 2025 – La 81^{ème} vague du Baromètre des TPE, enquête trimestrielle menée par l'IFOP pour Fiducial auprès de 1 013 dirigeants de TPE dépeint un climat pesant pour les patrons de TPE qui subissent plus que jamais l'instabilité politique, redoublant ainsi de défiance vis-à-vis du gouvernement. Une majorité d'entre eux, qui ne fait plus confiance à l'exécutif, doit d'ores et déjà anticiper les conséquences de la situation politique actuelle sur leur activité : gel des embauches, suspension du versement de leur propre salaire... Une situation préoccupante alors que les TPE témoignent malgré tout d'une certaine résilience dans un contexte économique fragilisé.

Inquiets et en colère, les patrons de TPE mis à mal face à l'instabilité politique

Alors que la confiance des dirigeants de TPE envers l'exécutif ne cesse de diminuer, leur inquiétude face à l'instabilité politique est, elle, grandissante.

Interrogés sur le sentiment principalement éprouvé à l'égard de la France actuellement, **8 chefs d'entreprise sur 10 expriment un sentiment négatif, où l'inquiétude apparaît en premier lieu pour une majorité d'entre eux (55%), suivie de la colère (25%)**. Seule une minorité exprime, à l'inverse, un sentiment positif (14%). **Ce sentiment de négativité se trouve d'autant plus marqué dans certains secteurs d'activités comme dans l'industrie et le BTP où plus de 4 chefs d'entreprise sur 10 font état de leur colère** (respectivement 16 points et 15 points de plus que la moyenne).

Alors qu'à peine plus d'un tiers des chefs d'entreprise interrogés (sur 61% de l'échantillon¹) se montraient satisfaits de la nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre (36%), le pessimisme ambiant à l'égard du climat actuel en France s'en est trouvé renforcé suite à sa démission le 6 octobre. Les sentiments négatifs exprimés sont plus importants (85% contre 77% avant le 6 octobre) et le sentiment de colère plus prégnant (32% à partir du 6 octobre contre 21% avant cette date).

Geler les embauches ou cesser de se verser un salaire : les patrons de TPE anticipent les répercussions négatives

Face à cette situation inédite, les patrons de TPE se voient contraints d'anticiper les impacts négatifs du climat politique actuel.

La majorité d'entre eux anticipe des répercussions négatives fortes d'ici à 6 mois d'abord sur leur secteur d'activité (53%, dont 20% « très fortes »), puis sur l'activité de leurs partenaires et/ou investisseurs (51% dont 17% « très fortes ») et sur leur propre activité ainsi que pour celle de leurs fournisseurs et/ou sous-traitants (50% tous deux dont 16% « très fortes »).

¹ Chefs d'entreprises interrogés du 22 septembre au 5 octobre, soit la période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre.

Plus concrètement, ces répercussions pourraient se traduire par des arbitrages dans la gestion directe de leur activité et de son développement : **67% des dirigeants déclarent que la situation politique actuelle pourrait les inciter à réduire leurs investissements. Un taux qui atteint les 84% pour les patrons du BTP.**

En parallèle, ils sont également nombreux (56%) à évoquer le fait de réduire leurs effectifs ou geler les embauches (parmi les chefs d'entreprises comptant au moins un salarié). Un niveau qui monte jusqu'à 66% pour les dirigeants du BTP.

Enfin, **certains envisageraient de réduire leur rémunération, voire de cesser totalement de se verser un salaire (49%).** Un niveau qui grimpe à 64% pour les patrons du secteur de l'hôtellerie, suivi de près par ceux des services aux particuliers (63%) et ceux dans le secteur de la santé et action sociale (60%).

Une grande incertitude qui n'atténue pas les préoccupations économiques et budgétaires des chefs d'entreprise

Ce climat de grande incertitude ne calme pas les préoccupations économiques et budgétaires des dirigeants de TPE. **Les trois priorités identifiées par les patrons de TPE (sur 61% de l'échantillon) sont : la santé (citée à 38%), la réduction des déficits et de la dette publique (citée à 35%) et la question du pouvoir d'achat à travers la lutte contre la hausse des prix, le relèvement des salaires et la maîtrise du niveau des impôts (citée à 35% également).** Ceci devant l'éducation et la formation, la sécurité, l'aide aux entreprises ou encore l'emploi et la défense nationale.

Les trois priorités attendues du gouvernement Lecornu



Par ailleurs, **près de 6 chefs d'entreprise sur 10 considèrent qu'il est nécessaire de faire des efforts pour tenter de réduire de la dette publique française (58%).** Dans le détail, c'est davantage le cas pour les patrons du secteur des services aux entreprises (70% soit 12 points de plus que la moyenne) et de la santé et de l'action sociale (73% soit 15 points de plus que la moyenne).

Pour tenter de résorber la dette publique française, et parmi les différents acteurs présentés, 41% des chefs d'entreprise considèrent que c'est d'abord aux 1% de la population française ayant le plus haut niveau de revenu ou de patrimoine de contribuer financièrement. Ils sont suivis de près par 37% des chefs d'entreprise estimant que tous les contribuables devraient participer en fonction de leur niveau de revenu et/ou de patrimoine, voire de façon égalitaire quels que soient leur niveau de revenu et/ou de patrimoine pour 30% d'entre eux. Les actifs, les entreprises, et les retraités ne sont ainsi cités qu'en marge (de 6% à 14%). Enfin, **38% des patrons de TPE estiment tout simplement que personne ne devrait contribuer spécifiquement à la résorption de la dette publique, dans la mesure où celle-ci ne constituerait pas « le problème des Français ».**

Une lassitude généralisée à l'égard des figures politiques habituelles

Interrogés sur le souhait de nomination d'un nouveau Premier ministre, les patrons de TPE (39% de l'échantillon²) exprimaient en majorité celui de voir nommer un Premier ministre issu des rangs civils (54%). Un reflet de la lassitude généralisée à l'égard des figures politiques habituelles, tout parti confondu.

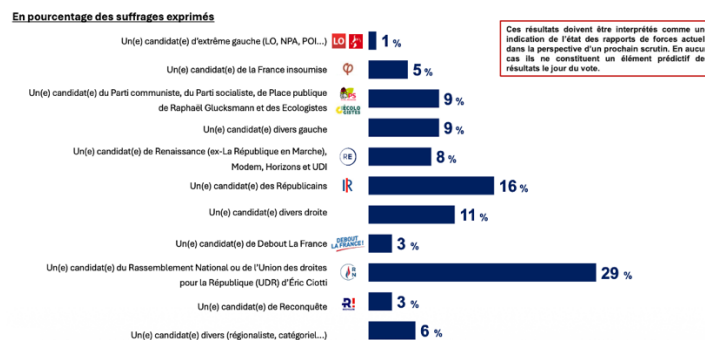
² Chefs d'entreprises interrogés à partir du 6 octobre, soit la date de démission de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre et avant sa seconde nomination.

Ce ressentiment à l'égard du camp présidentiel se traduit, pour près de la moitié des chefs d'entreprise, par le souhait d'une dissolution de l'Assemblée nationale dans les prochains mois et l'organisation de nouvelles élections législatives (47%, dont 27% qui le souhaitent « tout à fait »). Une volonté par ailleurs renforcée après la démission du Premier ministre Sébastien Lecornu le 6 octobre, atteignant désormais la majorité (54%, dont 33% « oui, tout à fait »).

Dans la même lignée, près des deux tiers des chefs d'entreprise interrogés se montrent en accord avec l'idée selon laquelle, en cas de dissolution de l'Assemblée nationale et d'une absence de majorité absolue à l'issue des élections législatives qui suivraient, Emmanuel Macron devrait démissionner de sa fonction de Président de la République (64%).

Interrogés sur leur intention de vote aux élections législatives en cas de dissolution de l'Assemblée nationale, les patrons placeraient – en pourcentage de suffrages exprimés – un(e) candidat(e) du Rassemblement National ou de l'Union des droites pour la République (UDR) d'Eric Ciotti (29%) ou un(e) candidat(e) des Républicains (16%).

L'intention de vote aux élections législatives en cas de dissolution de l'Assemblée nationale



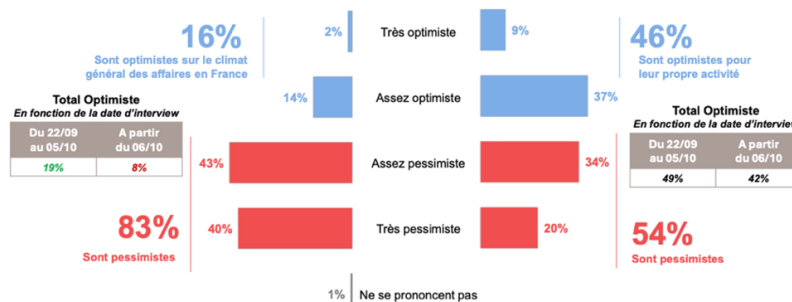
Crise de confiance des patrons de TPE envers le gouvernement

L'inquiétude grandissante des dirigeants de TPE face à l'instabilité politique se reflète naturellement dans leur niveau de confiance envers l'exécutif, qui ne cesse de diminuer. **Seuls 12% des patrons de TPE indiquent avoir confiance dans les mesures économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement d'Emmanuel Macron** : un niveau inférieur de 7 points par rapport au trimestre dernier et surtout, **le plus bas niveau observé sur les deux quinquennats d'Emmanuel Macron. Il s'agit également du niveau de confiance le plus bas observé depuis la création de ce baromètre en 2002, à l'instar de celui de François Hollande et du gouvernement de Bernard Cazeneuve fin 2016.**

En parallèle de ce déclin de confiance, le moral des patrons de TPE est lui aussi ébranlé. **Le niveau de pessimisme relatif au climat général des affaires s'établit à 83%, soit 3 points de plus rapport au deuxième trimestre 2025.** Un niveau qui grimpe jusqu'à 91% dans les TPE de l'industrie, suivies par celles du BTP (90%) et du commerce (89%).

Le moral des patrons quant à leur propre activité est naturellement lui aussi affaibli avec un niveau d'optimisme qui s'établit à 46% soit 5 points de moins qu'au deuxième trimestre 2025. Les patrons du secteur de la santé et de l'action sociale sont ceux qui se montrent les plus pessimistes (+7 points par rapport à la moyenne).

Le niveau d'optimisme des patrons de TPE vis-à-vis du climat général des affaires et pour leur propre activité



Les TPE font preuve de résilience : la dynamique des embauches repart légèrement à la hausse

En parallèle de cette lassitude envers les politiques, les TPE se maintiennent. **La part des TPE rencontrant des difficultés financières s'établit à 38%, un taux qui reste constant par rapport au deuxième trimestre 2025 (39%),** bien qu'il s'agisse là-encore du plus haut niveau observé depuis juin 2023, exception faite du dernier trimestre 2024 (niveau record à 46%).

L'emploi constitue un autre indicateur de résilience des TPE : 13% des dirigeants de TPE déclarent avoir embauché ou prévoyait d'embaucher du personnel d'ici fin septembre 2025, soit 5 points de plus par rapport au deuxième trimestre 2025. Il s'agit du plus haut niveau observé depuis début 2025, mais qui reste toutefois en-deçà de celui observé au troisième trimestre 2024 (19%).

Néanmoins, le niveau actuel de création nette d'emploi pour un troisième trimestre a été dépassé seulement deux fois depuis 2001, année de création du baromètre (+7 points de différentiel en 2002, +5 points en 2006), et égalé une seule fois, l'an dernier.

Cet indicateur reste toujours fortement lié à la taille de l'entreprise : 18% de TPE de 1 à 2 salariés ont embauché ou envisageaient de le faire alors que ce score grimpe à 31% pour les TPE de 3 à 5 salariés, 40% pour celles de 6 à 9 salariés et jusqu'à 54% les TPE de 10 à 19 salariés.

En miroir, 9% des TPE déclarent avoir supprimé ou prévoyaient de supprimer un ou plusieurs postes lors du troisième trimestre 2025 (soit 3 points de plus par rapport au deuxième trimestre 2025) mais qui reste là encore en-deçà des suppressions de poste effectuées ou envisagées lors du troisième trimestre 2024 (15%). Un différentiel de 4 points est observé entre les embauches et les suppressions de postes, en faveur des embauches. Une tendance systématiquement positive sur ce différentiel, à l'exception du dernier trimestre 2024.

Un décalage notable apparaît entre la perception des dirigeants de TPE et la réalité économique actuelle. De fait, leur appréciation du climat général des affaires en France et de leur propre activité se détériore au fil de l'année 2025 – et ce vraisemblablement en réaction à un contexte politique de plus en plus dégradé et préoccupant de leur point de vue – tandis que les indicateurs relatifs à l'emploi et aux défaillances s'avèrent moins alarmants.

Baromètre complet disponible sur demande

Méthodologie de l'étude | Échantillon de 1 013 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, incluant les auto-entrepreneurs, raisonné sur les critères de secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise. Échantillon interrogé par téléphone du 22 septembre au 10 octobre 2025. Les entreprises réalisant moins de 50 000€ de chiffre d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

À noter qu'en raison de l'actualité politique changeante, la date d'interview a été rajouté en critère d'analyse des résultats pour tenir compte du contexte politique actuel. Dans le détail :

- 618 chefs d'entreprise ont été interrogés du 22 septembre au 5 octobre (période couvrant la première nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre) ;
- 395 chefs d'entreprise ont été interrogés à partir du 6 octobre (soit à partir de la date de démission de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre et avant sa seconde nomination).

A propos de FIDUCIAL

Leader des services pluridisciplinaires, FIDUCIAL accompagne chaque jour les petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs pour qu'ils puissent se concentrer sur leur cœur de métier. Aujourd'hui, plus de **325 000 clients** font confiance aux Experts FIDUCIAL dans les domaines du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque, du conseil financier, de l'immobilier, de l'informatique, de la sécurité et du monde du bureau.

Animée par l'esprit entrepreneurial affirmé de Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, et affichant une politique de croissance ininterrompue depuis plus de 50 ans, FIDUCIAL a bâti un maillage territorial inégalé en Europe avec **15 000 collaborateurs présents dans plus de 860 agences**, soit une agence tous les 30 kilomètres.

En savoir plus : www.fiducial.fr

Contacts presse